HAL
open science

PAE Chico Mendes : Vers un nouveau modèle de vie en forêt ?

François-Michel Le Tourneau, Hervé Théry, Isabelle Tritsch

To cite this version:

François-Michel Le Tourneau, Hervé Théry, Isabelle Tritsch. PAE Chico Mendes : Vers un nouveau modèle de vie en forêt ?. 2009. halshs-00385289

HAL Id: halshs-00385289

https://shs.hal.science/halshs-00385289

Preprint submitted on 18 May 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

SYNTHESE TERRAIN CACHOEIRA

Membres de l'équipe :
François-Michel Le Tourneau (géographe, responsable du site)
Hervé Théry (Géographe)
Isabelle Tritsch (doctorante en géographie)

Date de l'enquête de terrain : août-novembre 2008

PAE Chico Mendes :
Vers un nouveau modèle de vie en forêt ?

François-Michel Le Tourneau
Hervé Théry
Isabelle Tritsch

1. *Qualifier la ou les expérience(s) de développement durable développée(s) sur le site considéré et en donner un bref historique. Quel est son/leur point de départ (initiative individuelle ou collective, endogène ou exogène) ? peut-on distinguer des phases dans sa/leur conduite ?*

Le *seringal* Cachoeira[1] est la communauté d'origine de Chico Mendes et le lieu dans lequel ont commencé, en Acre, les luttes contre les *fazendeiros* et le déboisement promu par l'introduction de l'élevage dans la région. Il s'agit donc d'une communauté qui s'est organisée dès le début des années 1980 et a participé de la création et du développement du Syndicat des Travailleurs Ruraux (STR) de Xapuri, du Conseil National des *Seringueiros* (CNS) et du Parti des Travailleurs (PT) en Acre.

Peu après l'assassinat de Chico Mendes fin 1988, et devant la vague d'indignation créée par celui-ci, le gouvernement fédéral décide d'agir en faveur de la communauté. L'INCRA exproprie le *seringal* Cachoeira, annule les titres de Darcy Alves, et crée un *Projeto de Assentamento Extrativista* (PAE), modalité définie en 1987[2], pour préserver la spécificité de l'usage de l'espace des populations traditionnelles amazoniennes.

(Plan d'utilisation du PAE Cachoeira)

Si la formalisation effective des PAE (rebaptisés *projetos agro-extractivistas*) n'est réalisée qu'en 1996, les principes qui les orientent sont les mêmes depuis l'origine et ils ressemblent beaucoup à ceux qui guideront les réserves extractivistes. Il s'agit de zones dans lesquelles on garantit la sécurité foncière à des populations « traditionnelles », qui devront maintenir leurs système d'exploitation des ressources et se développer de manière durable. La propriété de la terre est collective, chaque famille ne détenant qu'un droit d'usage conditionné au respect des règles d'utilisation du sol définies en partenariat avec l'INCRA et l'association locale. Par ailleurs, les activités extractivistes[3] sont fortement encouragées et le déboisement limité à 10 % des parcelles, que l'on désigne sous le nom traditionnel de *colocação*. Le plan

[1] Enregistré sur le plan foncier sous le nom de *seringal* Mucuripe.

[2] Ordonnance INCRA 627/1987. La figure de réserve extractiviste (RESEX), très semblable mais placée sous le contrôle de l'IBAMA n'existe pas encore, elle ne sera créée qu'en 1992. La première réserve extractiviste créée, de 924 000 ha, se nommera Chico Mendes et se situera notamment dans la commune de Xapuri, mais il ne s'agit pas de la communauté d'origine du leader *seringueiro*, comme on le pense souvent.

[3] Activités de cueillette qui exploitent les ressources de la forêt sans abattre les arbres : collectes de fruits, d'huiles, de gommes, de résines, de fibres, etc.

d'utilisation du PAE Chico Mendes, qui n'a été promulgué qu'en 1997, prévoit en outre de nombreuses règles pour la préservation des *héveas*, et limite (sans l'interdire totalement) l'élevage bovin à 30 têtes par famille.

Plusieurs éléments convergent à la fin des années 1990 et font du PAE Chico Mendes (que l'on continue dans la région à désigner sous son ancien nom de « Cachoeira ») un lieu dans lequel se concentrent de nombreuses initiatives de promotion du développement durable. Tout d'abord, l'importance politique du PAE va croissant, dans la mesure où le Parti des Travailleurs étend peu à peu son influence en Acre, jusqu'à conquérir le gouvernement de l'État en 1998. L'élection du président Lula en 2002 a marqué un pas de plus dans cette direction, les « camarades » de l'Acre se trouvant alors chargés de définir la politique environnementale du gouvernement fédéral. La projection nationale de personnages ayant grandi dans la lutte des *seringueiros*, comme Marina Silva, leur donne désormais un écho national. Par ailleurs, dans la lignée de la conférence ECO-92 à Rio, de nombreuses ONG se sont donné comme priorité la valorisation des produits de la forêt comme alternative à la déforestation. De par ses liens avec le Centro dos Trabalhadores Amazônicos (CTA), créé en 1983 par des militants liés à la cause des *seringueiros*, de par son organisation politique et sociale et de par l'image de Chico Mendes, le PAE fut rapidement considéré comme une importante zone d'expérimentation.

En partenariat avec le CTA et WWF, une dizaine de familles du PAE Chico Mendes se lance donc à la fin des années 1990 dans l'exploitation forestière communautaire. Cette initiative, paradoxale puisque ce n'est pas une activité traditionnelle et qu'en principe les populations extrativistes devaient vivre de la forêt sans en abattre les arbres, est très polémique mais est justifiée par le très faible cours du latex et de la noix du Brésil à l'époque. L'appui du WWF permet aux producteurs de se voir certifier par le *Forest Stewardship Council* (FSC), une première pour une communauté amazonienne, alors que les personnes engagées dans le projet reçoivent de nombreuses formations techniques et de gestion administrative. Plus récemment, le WWF a diminué sa présence sur place mais continue son soutien à travers la promotion de la COOPERFLORESTA, coopérative chargée de vendre le bois certifié produit en Acre.

Sur le plan des institutions, les changements politiques ont pour conséquence de concentrer durablement l'attention des organismes publics sur le PAE Chico Mendes. L'INCRA, par exemple, y sera plus actif que dans d'autres régions sous sa responsabilité. Le gouvernement local, lui, fera du PAE la vitrine de sa nouvelle politique sociale destinée aux « populations de la forêt », dénommée « *Florestania*[4] », dont l'objectif est garantir des conditions dignes de vie et de citoyenneté aux habitants de la forêt. Les habitants du PAE bénéficient dans ce cadre des politiques destinées à soutenir le cours du caoutchouc (subvention directe sur le prix de vente depuis 1998), ainsi que du programme destiné à promouvoir la « gestion forestière durable ». La création de l'usine de préservatifs à base de latex de cueillette NATEX, à Xapuri, en partenariat avec le ministère de la santé, prolonge cette action en offrant un débouché, à prix garanti et supérieur à celui du marché local, à plusieurs centaines de producteurs. D'autres organismes (Embrapa, secrétariat d'État au tourisme) développent également leurs propres initiatives dans la communauté.

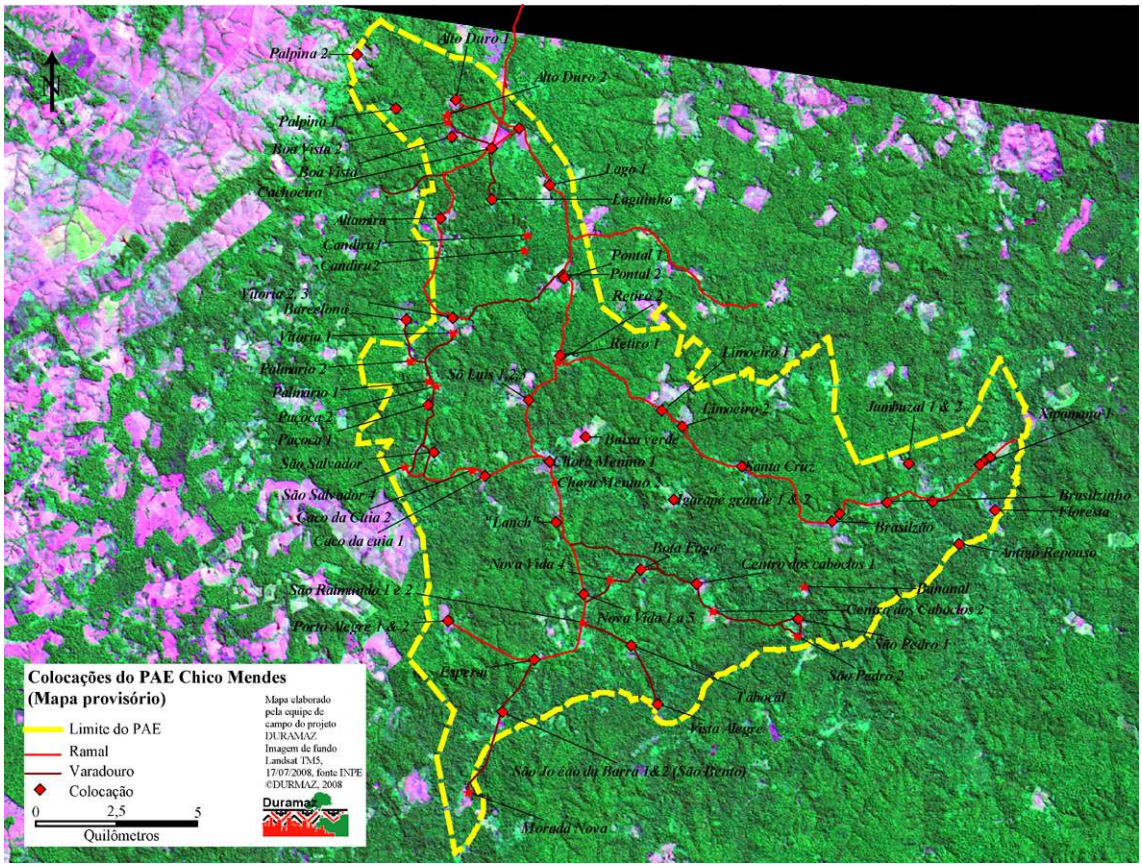
Comme on l'a compris, les actions de développement durable sont nombreuses autour du PAE Chico Mendes. Si l'on considère que la création de ce PAE est la doyenne de la catégorie et qu'elle donne le cadre dans lequel les autres ont pu se développer, on peut diviser les vingt dernières années en trois phases. La première, de la création du PAE à la fin des années 1990 est peu active. Il faut en effet attendre 1997, huit ans après la création du PAE, pour voir le plan de gestion construit avec la population locale et l'INCRA enfin promulgué.

[4] Mot-valise formé à partir de « *floresta* » (forêt) et « *cidadania* » (citoyenneté)

C'est le premier plan de ce type dans la région et il servira de modèle pour d'autre PAE (ex : PAE Equador) et même pour la Resex Chico Mendes. Le soutien de l'État se limite à l'encadrement par l'INCRA, alors que les ONG continuent leurs actions de scolarisation et de formation.

A partir de la fin des années 1990 et jusqu'environ 2005, se déroule une deuxième phase. D'un côté, le PT de l'État de l'Acre est parvenu au pouvoir en 1998 et a formé son « Gouvernement de la Forêt », ce qui crée un espace plus important pour les revendications des populations de la forêt. D'un autre côté, le WWF souhaite promouvoir la gestion forestière durable. Le PAE devient alors une communauté pilote pour la gestion forestière communautaire, tant par ses tentatives d'appliquer une méthodologie participative basée sur la formation d'agents forestiers et de « jardinage de la forêt », que par son éco-certification FSC (dont le coût est pris en charge par le WWF, qui espère faire des producteurs du PAE des modèles pour les autres communautés extractivistes de la région). Bien que très engagés au départ, les habitants du PAE se découragent cependant peu à peu du fait du faible retour financier de l'exploitation forestière ainsi formulée.

A partir de 2005, commence une nouvelle phase. Le gouvernement de l'État de l'Acre, décide en effet d'appliquer une nouvelle politique plus active pour les communautés vivant en forêt. Il intensifie les politiques de valorisation des produits de l'extrativisme, spécialement de la noix du Brésil et du latex (par exemple par la création de l'usine de préservatifs NATEX, ou par la modernisation de l'usine de traitement de la noix du Brésil de la CAEX), et généralise l'exploitation forestière communautaire, en redéfinissant son organisation. Il devient l'acteur prépondérant, notamment par l'intermédiaire du secrétariat d'État aux Forêts (SEF).

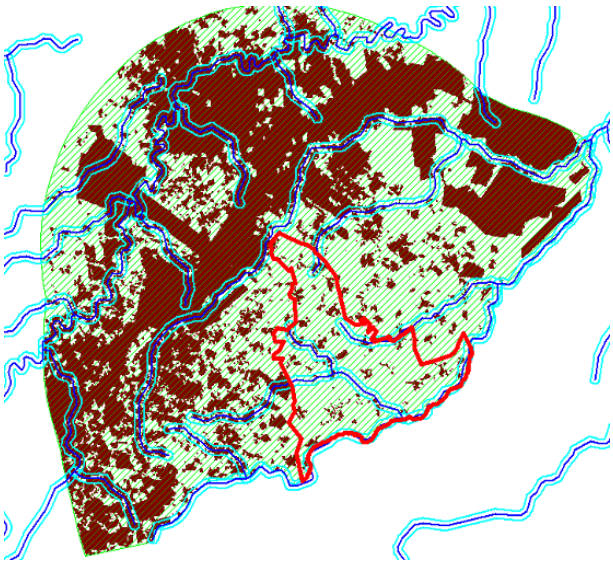


(Configuration du PAE Chico Mendes.)

2. *Décrire le territoire sur lequel la(les) action(s) s'est (se sont) étendue(s). Le périmètre géographique est-il clairement limité ? Y a-t-il des problèmes fonciers ? Quelles sont les relations avec le contexte local et régional (isolement/communication…) ?*

Le territoire du PAE Chico Mendes, d'une surface de 24 900 ha, est clairement délimité par le décret de création du projet, et il ne souffre d'aucune contestation foncière. Il s'insère dans le contexte de la région bordant la route BR364 (la partie brésilienne de la future route transocéanique), autour de laquelle le déboisement a été intense depuis les années 1980. De ce point de vue, le PAE apparaît comme une île relativement préservée dans un contexte de déboisement fort : le taux de déforestation à l'intérieur y est de 10,3% contre 51,2 % dans la région contexte (calcul à partir des données INPE 2007).

La limite sud du PAE fait frontière avec la Bolivie. Cela n'entraîne apparemment que peu de flux, la région de l'autre côté de la frontière étant encore très peu accessible. On notera néanmoins que nombre de familles du PAE ont des parents installés de l'autre côté et/ou traversent régulièrement la frontière par exemple pour la saison de la noix du brésil et la réalisation de travaux agricoles ponctuels (déboisements). Il faut par ailleurs souligner que jouxtant le PAE Chico Mendes, on trouve d'autres aires de production extrativistes : au nord, le PAE Equador, les seringais São José et Nova Esperança et au sud, Porto Rico (appellé aujourd'hui fazenda Porto Rico). Si le premier est très lié au PAE Chico Mendes, et en suit globalement les orientations, les autres, où les questions foncières sont encore délicates, semblent beaucoup moins en pointe sur la question de la préservation environnementale, avec une proportion de déforestation bien supérieure.



(Déboisement dans le PAE Cachoeira et dans la zone contexte.)

L'absence de contestation foncière sur la zone du PAE n'empêche pas quelques difficultés à l'intérieur de celui-ci. En effet, dans le principe, toute division ou vente de *colocação* doit être approuvée par l'association locale et par l'INCRA. Dans la pratique, ce système n'empêche que difficilement la vente de *colocações* à des personnes extérieures à la communauté, plus intéressées par la valorisation foncière de leur nouvelle propriété que par les activités extractivistes. Cependant ces cas sont limités dans le PAE Chico Mendes, qui reste une communauté réputée pour son fort attachement à la Terre et ses faibles taux de migration. Plus important, la croissance des familles implique la division des *colocações* en unité productive plus petites, remettant en question la viabilité des activités extrativistes.

L'INCRA ralentit le processus en ne régularisant pas les nouvelles colocations issues de la division des lots. On trouve donc 18 familles habitant dans une *colocação* mais ne disposant d'aucun droit d'usage sur celle-ci. Leurs conditions de vie sont précaires, en raison de l'impossibilité de pratiquer les activités extrativistes et agricoles, de participer aux projets de développement durable et de recevoir les différents bénéfices de la réforme agraire (crédit INCRA, Pronaf, etc). Leur présence contredit le principe sur lequel était établi le plan d'usage du PAE qui voulait qu'à chaque famille corresponde une *colocação*. Ainsi, si le PAE-CM compte officiellement 86 familles (titres de propriété), ce sont en fait 104 familles qui y vivent.

L'organisation interne du PAE a connu peu de changements depuis une vingtaine d'années. Les *colocações* sont dispersées sur l'ensemble de son territoire, avec quelques regroupements de maisons qui définissent des lieux qui sont autant de points de repère (Fé em Deus, Fazendinha, etc.). On note que les *colocações* actuelles sont pour beaucoup la subdivision des installations originales, conservant leur nom mais y ajoutant des numéros (par exemple *Nova Vida* 1, 2, 3, 4 et 5, *Centro dos Caboclos* 1 et 2, etc.). Depuis 2006, l'accès aux différentes *colocações* s'est notablement amélioré, en conséquence de la construction de routes (*ramais*) liée à l'extension du programme de gestion forestière communautaire[5]. Les zones du « fond » du projet, autrefois très isolées, notamment en saison des pluies, sont aujourd'hui beaucoup mieux reliées par l'intermédiaire de plus de 60 km de routes créés par la SEF. Environ les deux tiers des *colocações* sont aujourd'hui desservis par une route d'accès. L'électrification a accompagné la route, si bien que 43% des familles disposent aujourd'hui également de l'électricité dans leur domicile.

Avec l'amélioration de la desserte routière, la zone du PAE se trouve aujourd'hui bien reliée aux petites villes de la région. On observe une polarisation de certaines parties du PAE en fonction des centres de référence. La partie sud-ouest se dirige plus facilement vers la ville d'Epitaciolândia, plus proche et réputée plus moderne, alors que les reste du projet regarde plus vers Xapuri, avec laquelle existent des liens historiques (Chico Mendes en était conseiller municipal) et politiques (avec la coopérative CAEX, avec le PT local, etc.). La seconde polarisation est semble-t-il la plus forte puisque l'association APAE-CM a obtenu que le territoire du PAE, qui avait été rattaché administrativement à la commune d'Epitaciolândia, le soit désormais à nouveau à Xapuri.

3. *Identifier les acteurs qui sont intervenus dans la/les expérience(s) de développement durable développée(s) sur le site considéré. Quelles sont leurs relations mutuelles ? Quel est le rôle respectif des secteurs publics, privés et ONG ?*

Les acteurs intervenus dans les expériences de développement durable développées dans le PAE Chico Mendes sont de trois types : les associations locales, les ONG et les organismes gouvernementaux. On notera qu'à côté d'eux d'autres acteurs sont présents sur place, comme les mairies d'Epitaciolândia ou de Xapuri, mais elles ne fondent pas explicitement leur action sur la promotion du développement durable.

En ce qui concerne les associations locales, on trouve en premier lieu l'Association des habitants du PAE-CM (AMPPAE-CM), association historique fondée au moment de la création du PAE, est encore dirigée par les parents de Chico Mendes et leaders de son époque. L'AMPPAE-CM a un rôle politique fort, elle est considérée en Acre comme une association représentative des *seringueiros*. Lors de la mission de terrain effectuée en août 2008, nous

[5] L'exploitation forestière nécessite en effet des routes pour pouvoir évacuer la production. Le gouvernement prend donc à sa charge la création des routes dans les zones qui adhèrent au programme. La possibilité de sortir de l'isolement est souvent à elle seule suffisante pour inciter les familles à s'associer au programme.

avons pu témoigner de son rôle important dans la campagne électorale pour les élections municipales.

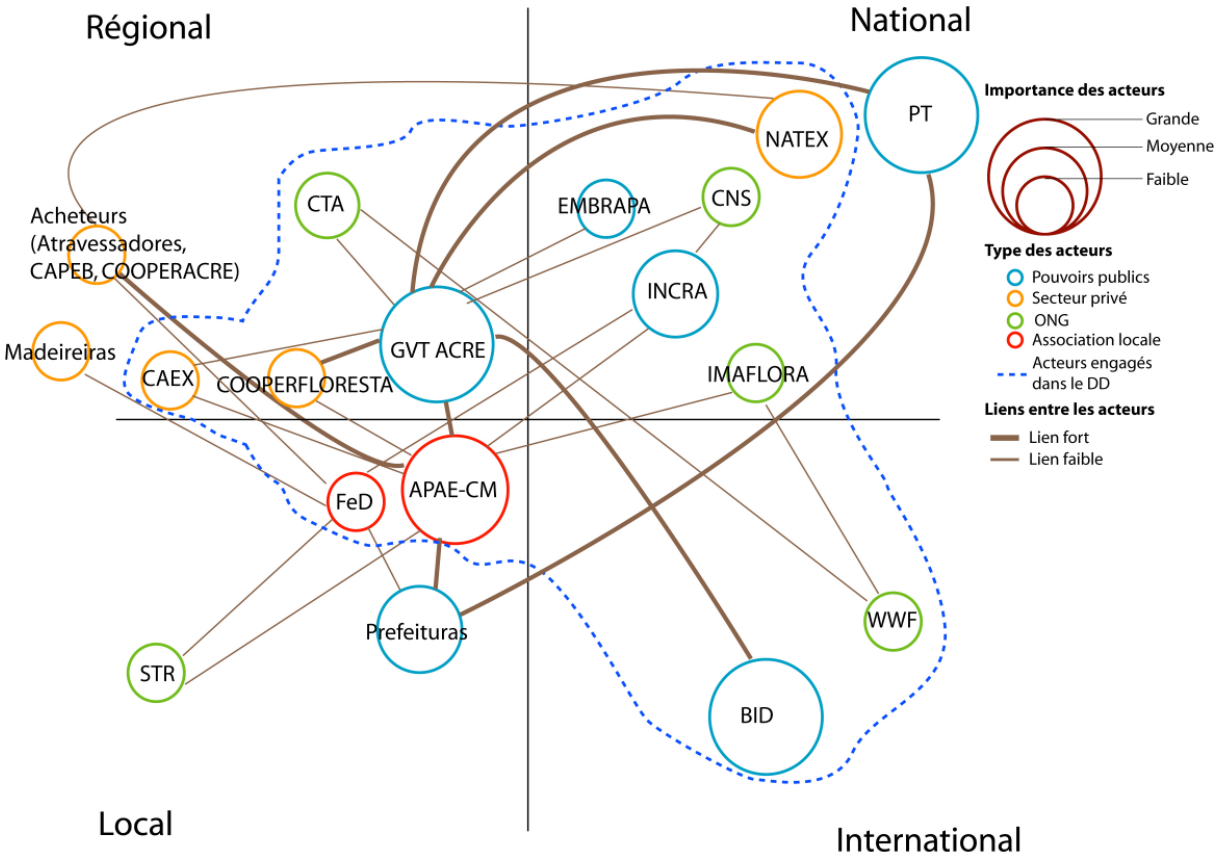
(Une communauté avec une forte conscience écologique.)

Mais la concentration de l'APAE-CM sur des objectifs politiques et son implantation plus forte auprès des familles installées dans la partie nord du PAE, mieux reliées à l'extérieur, a créé un malaise dans les parties les plus éloignées du projet. Une nouvelle association, baptisée Fé em Deus, a été créée en 2002, et elle regroupe aujourd'hui 28 familles. Sa légitimité a été reconnue par le gouvernement de l'Acre, qui a traité avec elle pour inclure les familles concernées dans le nouveau projet d'exploitation forestière (sans certification FSC) inclus dans la politique de « *florestania* ». Les deux associations entretiennent des relations froides mais formelles et savent se regrouper quand un intérêt collectif pour le PAE est en jeu. Bien souvent les malaises se limitent à la sphère des leaders et ne marquent pas de forts clivages dans les relations sociales des communautaires.

Les ONG sont présentes autour du PAE Cachoeira, mais leur rôle est aujourd'hui bien moindre qu'au début des années 1990, aucune n'ayant désormais d'action directe dans le PAE. Proche dès le début du combat de Chico Mendes, le CTA reste attentif à la situation locale. Il a participé du processus de scolarisation dans la communauté par le biais de son programme d'« écoles de la forêt », puis a travaillé pour améliorer la formation des leaders communautaires et agents forestiers. Il a également participé à la mise en place du programme d'exploitation forestière certifiée du WWF, toujours par l'organisation de formations. Depuis quelques années, il se situe plus en retrait. Le WWF, quant à lui, a été très présent au début des années 2000 pour appuyer le programme d'exploitation forestière communautaire et assurer sa certification par le FSC (le PAE Cachoeira a été la première communauté certifiée au Brésil). Devant la reconfiguration du programme (abandon de l'exploitation directe par les *seringueiros* au profit d'une exploitation sous-traitée à la SEF) et les difficultés de viabilité de son modèle économique, le WWF est moins présent sur place, se concentrant sur la création puis le soutien de la coopérative chargée de commercialiser le bois produit dans les communautés certifiées, la COOPERFLORESTA. Celle-ci entretient une relation importante avec le PAE, sachant que son influence politique est un facteur fondamental pour son succès en Acre. Les relations sont bonnes mais de plus en plus conflictuelles, principalement à cause des retards de paiement de la production et des prix proposés par la coopérative, finalement en dessous des espoirs des producteurs. Ainsi, les communautaires voient la coopérative comme un acteur externe et non comme un outil leur appartenant, ce qui risque de la fragiliser dans le futur, leur volonté d'investir dans la COOPERFLORESTA étant, pour le moment, des plus réduites.

Les organismes gouvernementaux sont fortement présents dans le PAE Cachoeira. On peut différencier les organismes fédéraux et les organismes régionaux. Les premiers ont une grande importance puisqu'ils sont responsables de la zone. C'est en effet l'INCRA qui gère le PAE, et contrôle en principe le déboisement et le respect du plan d'usage des sols. Dans la

pratique, si l'INCRA assure aux *seringueiros* l'accès aux aides financières réservés aux bénéficiaires de la réforme agraire, il délègue la question du contrôle à l'IMAC, organisme de l'État d'Acre chargé du suivi de la déforestation et du respect des normes environnementales. Au niveau fédéral, on note aussi une présence de l'Embrapa, sponsor d'un éphémère projet d'élevage d'animaux de la forêt et qui tente à l'heure actuelle de mettre en place un projet de plantation d'hévéa par les extractivistes, projet en partenariat fort avec le gouvernement de l'Acre et le FNO-BASA, pour dynamiser la nouvelle politique de l'Acre de « valorisation de l'Actif Forestier », qui a pour un de ces grands axes la reforestation.



(Les relations entre les acteurs autour du PAE Cachoeira.)

Les organismes de l'État d'Acre ont aujourd'hui sans doute le poids le plus important. Ce sont eux qui appuient la politique de *florestania*, promouvant la revalorisation du prix du latex et l'exploitation forestière communautaire. La SEF est sans doute aujourd'hui la plus présente sur place, le PAE Chico Mendes lui servant de vitrine auprès des bailleurs de fonds internationaux. Un autre projet exploitant cet aspect de vitrine est l'implantation d'une « auberge écologique » dans le PAE, financée et soutenue par le gouvernement de l'Acre.

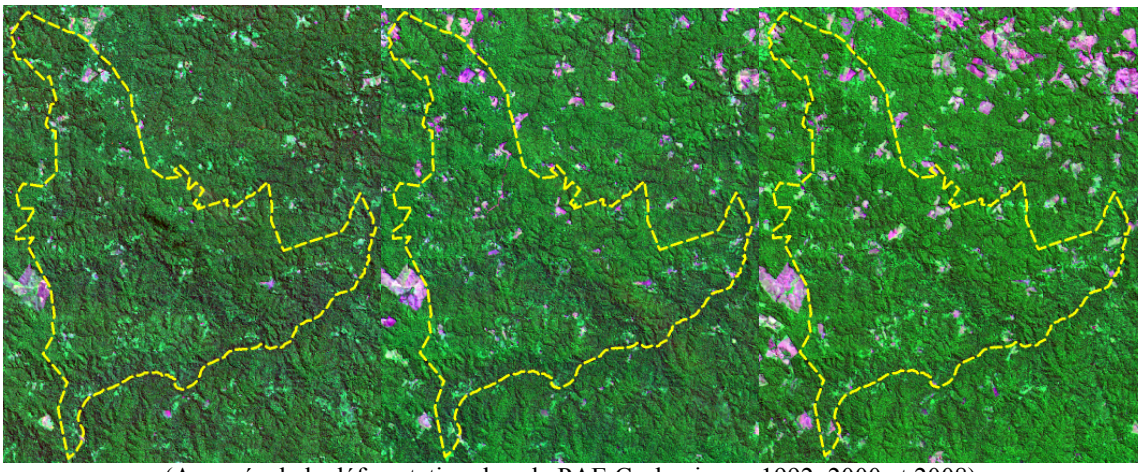
La politique de *florestania* influence également l'orientation des relations économiques des seringueiros. L'État de l'Acre soutient ainsi la CAEX, coopérative chargée de collecter et de commercialiser la noix du Pará. Il tente donc d'inciter les *seringueiros* à vendre préférentiellement leurs noix à celle-ci, sans que le succès soit très grand pour le moment. Il est par ailleurs, par l'intermédiaire de sa fondation technologique, la FUNTAC, opérateur de l'usine de préservatifs financée par le ministère de la santé, dont l'approvisionnement en latex liquide est réalisé par la COOPERACRE, celle-ci l'achetant directement aux producteurs.

On le voit, il existe un grand enchevêtrement des actions fédérales, régionales et locales. Celui-ci s'explique par l'alignement politique des trois sphères. Le PAE Cachoeira, comme on l'a souligné, est en effet un symbole de l'organisation populaire et du Parti des Travailleurs

dans l'Acre. Or ce parti est à la fois à la tête du gouvernement local et du gouvernement fédéral… Cette unité politique se traduit par la cooptation de nombreux leaders et a affaibli de nombreux mouvements sociaux. Les organisations de représentation populaire (CTA, CNS, STR) s'éloignent de la communauté pour laisser place au gouvernement, qui devient l'interlocuteur privilégié. Les discussions et la capacité de relecture critique des politiques du gouvernement sont donc très faibles et l'autonomie communautaire menacée.

4. *Evaluer les conséquences de la/les expérience(s) de développement durable développée(s) sur le site considéré sur le plan environnemental. Y a-t-il une amélioration/dégradation des milieux naturels ? Quels sont les points les plus visibles ?*

Sur le plan environnemental, l'impression donnée par le PAE Cachoeira est ambiguë. D'un côté, on note une pénétration de l'élevage et une certaine déforestation, d'autant plus visible que les pâturages se concentrent le long des routes qui permettent l'accès aux *colocações*. Les associations locales ont été averties par l'INCRA que la proportion maximale de déboisement autorisée par le plan d'utilisation avait été atteinte et qu'aucune autorisation de déboisement ne serait plus issue pour les prochaines années, ce qui pose un problème important à la plupart des familles, celles-ci ayant besoin de déboiser un à deux hectares par an pour leur agriculture de subsistance.



(Avancée de la déforestation dans le PAE Cachoeira en 1992, 2000 et 2008)

Mais cette impression négative, qui a été amplement divulguée par les médias à l'occasion des vingt ans de la mort de Chico Mendes, doit être nuancée pour plusieurs raisons. Tout d'abord, comme le montre la comparaison des taux de déforestation, l'environnement est incomparablement mieux préservé dans le PAE que dans les zones qui l'entourent, dans lesquelles même une proportion importante de zones interdites à la déforestation a été défrichée. Dans le contexte de pression foncière très forte de la région, on peut dire que le mécanisme du PAE et la présence de la communauté ont été des freins efficaces à la déforestation. On note par ailleurs que les extractivistes continuent de parcourir leur forêt et d'en exploiter les ressources (surtout le latex et la noix du Brésil, mais pas uniquement). Le fait de tirer profit de la présence de la forêt est un facteur fort pour sa préservation dans le futur.

Ces discussions convergent vers les questions autour de l'avenir de l'agriculture sur brûlis. En effet, plus de la moitié des communautaires réalise chaque année leur agriculture de subsistance (1 ha) sur les brûlis de végétation primaire. Une autre grande partie des communautaires utilisent de la *capoeira* (forêt secondaire) de 3 à 5 ans, limitant ainsi l'impact

sur la forêt. Dans le contexte de limitation et bureaucratisation du déboisement agricole (demande d'autorisations de brûlis), la situation autour de l'agriculture de subsistance est tendue, et fait surgir beaucoup d'inquiétudes de la part des communautaires.

En ce qui concerne la faune, le PAE ne joue pas totalement le rôle d'une réserve pour les territoires défrichés des alentours, dans la mesure où les *seringueiros* pratiquent la chasse pour compléter l'alimentation de leurs familles. On notera néanmoins que cette chasse est sélective, touchant plus particulièrement le grand gibier (tapirs, pécaris, agoutis…) et laissant de côté d'autres gibiers moins prisés (notamment les singes). De ce fait, on note une relative abondance des espèces non chassées, qui sont faciles à observer à l'intérieur du PAE. Enfin, le PAE est en continuité avec le côté bolivien, où la déforestation est bien moins avancée. Il bénéficie donc de la circulation des animaux depuis la rive gauche de la rivière Xipamano.

La question environnementale la plus épineuse aujourd'hui est celle des conséquences de la gestion forestière qui est mise en place actuellement dans le PAE. En effet, si le projet initial proposait une exploitation de très faible intensité sur des parcelles extrêmement dispersées, et réalisée par une main d'œuvre locale, le nouveau modèle mis en place, pour des questions de rentabilité de l'exploitation, a un impact plus important.

Ainsi, depuis 2005, plus de 80% des familles (72) du PAE participent au programme de gestion forestière, contre 10 familles au départ. Ce sont donc potentiellement près de 700 ha qui seraient exploités chaque année. Par ailleurs, pour limiter le coût d'exploitation, les parcelles de 10 ha sont désormais groupées par trois ou quatre, ce qui signifie que des zones continues de 30 à 40 ha sont touchées par l'exploitation forestière. De plus des tracteurs « *skidder* » sont utilisés pour retirer les arbres de la forêt, alors qu'au début du projet, les troncs étaient sciés sur place et tirés par des bœufs. Selon certaines écoles d'écologie et de gestion des forêts, et surtout selon beaucoup d'acteurs de l'Acre, ces méthodes de regroupement de parcelles et de mécanisation de la récolte auraient un impact moindre sur la forêt, limitant le nombre de passages et le temps passé dans la forêt pour réaliser l'exploitation du bois. Cette discussion est à l'origine de nombreux conflits dans l'Acre (acteurs institutionnels), mais aussi dans la communauté (impact sur la chasse ?).

La législation, en changement, est un autre point flou. En effet, dans la nouvelle législation fédérale, la gestion du bois mécanisée est considérée de forte intensité et doit donc être basée sur un cycle de coupe de 30 ans, avec une intensité de coupe uniquement limitée par le nombre d'arbres par espèces (régénération naturelle). Or, dans l'Acre, les communautés travaillent la gestion du bois, même mécanisée, sur un cycle de 10 ans avec une intensité maximum de coupe de 10 m3/ha. Ainsi les critères de la gestion communautaire forestière dans l'Acre sont encore en discussion, mais la tendance est à l'augmentation de l'intensité de coupe, facilitée par la mécanisation des pratiques.

Cependant, le point le plus préoccupant est la sous-traitance de la coupe à des entreprises, en particulier dans le cas de l'association Fé em Deus. Ne prenant pas part aux opérations, quel contrôle les *seringueiros* auront-ils sur la quantité de bois réellement extraite ? Ne risque-t-on pas un impact bien plus important ?

Par ailleurs, la réalisation du POA (Plan d'Opérations Annuelles, qui comporte l'inventaire de tous les arbres de diamètre supérieur à 40 cm et résume toutes les opérations qui vont être effectuées lors de l'exploitation) est maintenant entièrement réalisé par une entreprise privée, par contrat avec le gouvernement. La sous-traitance de ces opérations devrait augmenter la qualité des POA (appel à des professionnels, uniformisation de la méthode, etc), mais elle dégage la communauté de toutes responsabilités et activités. En effet, bon nombre d'agents forestiers avaient été formés pour réaliser ces activités (surtout des jeunes), ce qui représentait, en plus d'une source alternative de revenu, un processus de formation continue et une appropriation du programme de gestion forestière par les communautaires. Néanmoins, nous avons pu noter lors de nos observations de terrain, que les

anciens agents forestiers ne se plaignaient pas outre mesure d'avoir perdu leur emplois, qu'ils trouvaient pénibles et fatiguant.

Cependant, sans un niveau d'implication minimum, on peut se demander à quel point ce «*manejo comunitario*» est communautaire, et à quel point ces *seringueiros* ne deviennent pas de simples rentiers de leur forêt ? Si toutes les opérations sont concentrées dans la main de l'état et d'entreprises privées, que penser de l'autonomie communautaire ?

5. *Evaluer les conséquences de la/les expérience(s) de développement durable développée(s) sur le site considéré sur le plan économique. Y a-t-il une amélioration des niveaux de vie ? de l'activité économique dans son ensemble ?*

L'activité économique dans le PAE Chico Mendes est importante, et le niveau de vie est plutôt au dessus de celui des autres populations forestières de la région, notamment celles de la RESEX Chico Mendes. Le salaire mensuel moyen est de 2,1 salaires minimum, avec 23% de la population interrogée gagnant moins d'un salaire par mois, 44% de 1 à 2, 13% de 2 à 3 et 20% plus de 3 salaires minimum par mois. On peut dire que la situation matérielle des populations est aujourd'hui incontestablement bien meilleure qu'elle ne l'était au début des années 1990.

Les initiatives de promotion de la durabilité jouent aujourd'hui un rôle plus important dans cette prospérité que ce n'était le cas au début des années 2000. La revalorisation du prix du latex en conséquence à la fois de la subvention financée par le gouvernement et de l'implantation de l'usine NATEX, se traduit par une augmentation du revenu des ménages et par une reprise de l'activité de collecte du latex.

Mais d'autres initiatives concourent elles aussi à la relative prospérité du PAE. En premier lieu, il faut noter que tous les programmes de promotion de la durabilité impliquent la création d'emplois subventionnés sur place (animateur communautaire pour la gestion forestière, responsable de collecte pour le latex, etc.) qui contribuent, parfois très fortement, aux budgets familiaux. On note également une conjonction de mouvements économiques, la demande pour la noix du Brésil ayant fait considérablement monter le prix de celle-ci durant les années 2000, à tel point que les *seringueiros* annoncent parfois que « *notre or c'est la noix*… ». Lié à l'organisation du marché et à la demande mondiale, cette augmentation des cours n'a que marginalement été due au soutien des coopératives CAEX et CAPEB par le gouvernement de l'Acre et par les ONG.

Le revenu de l'exploitation forestière est, lui, beaucoup moins important qu'espéré. En effet, l'exploitation forestière communautaire avait été indiquée comme une voie de salut à un moment où les produits de l'extractivisme (noix du Brésil et latex) atteignaient des cours particulièrement faibles. Comme on l'a souligné, la situation est aujourd'hui bien différente. Par ailleurs, l'ensemble du projet d'exploitation forestière se basait sur l'idée de vendre ses produits à haute valeur ajoutée dans les grands centre urbains du sud du Brésil ou bien sur le marché international, en valorisant la certification FSC et la provenance communautaire. Mais plusieurs facteurs ont été sous-estimés. En premier lieu, la qualité de la matière première. Une grande partie des arbres exploitables dans le PAE sont en effet des « bois blancs » qui n'ont de débouchés que locaux, les clients haut de gamme visés par le projet n'acceptant que des bois durs et de la meilleure qualité. En second lieu, les coûts d'exploitation avaient été minorés. Ils se trouvèrent prohibitifs dans le premier modèle d'exploitation proposé, et expliquent la reconfiguration actuelle, qui prône la sous-traitance de la coupe et de l'emport, ainsi que le regroupement des parcelles. Enfin, les coûts de transport, de stockage et de sciage n'avaient pas été bien pris en compte, une erreur fatale dans un contexte où il n'existe pas de filière différenciée pour les bois certifiée, ce qui rendait la production tributaire ou des organismes publics bien équipés (comme la FUNTAC), mais peu efficaces, ou d'entreprises

privées soucieuses de profiter de la situation. Au total, seules trois coupes ont pu être réalisées entre 2002 et 2008, et les producteurs ont dû attendre plusieurs années pour recevoir le prix de leur bois. Les nouveaux modèles adoptés tant pour la production certifiée que pour la production communautaire promue par le gouvernement de l'Acre devraient en principe éviter ces écueils, proposant en particulier un paiement au moins partiel à l'enlèvement des troncs, mais ils n'ont pas encore été mis en application pour le moment. De ce fait, à l'époque des relevés effectués par notre projet de recherche, les revenus liés à l'exploitation forestière étaient très faibles dans les revenus des ménages et ainsi, lorsque questionnées, seulement 25% des familles ont déclaré vendre du bois.

Par contre, depuis l'augmentation des prix du latex et de la noix du Brésil, les activités extrativistes traditionnelles sont à nouveau très fortement pratiquées : 78% des familles exploitent le latex et 95% la noix du brésil. Aussi, lorsque les producteurs ont été interrogés sur leurs revenus, 49% ont cité l'extrativisme comme leur revenu principal, contre 17% pour les retraites, 13% pour les services, 10,3% pour un salaire extérieur, 6% pour l'élevage et enfin 5% pour les transferts sociaux (*bolsa família*). La plupart des familles se consacrent essentiellement aux activités productives agricoles et extrativistes sur leur *colocação*, telles que la saignée de l'hévéa, la récolte de la noix du Brésil, la chasse, l'agriculture, l'élevage et les services agricoles et ainsi seulement 14% des familles déclarent un revenu extérieur. Sur ces derniers, plus d'un tiers sont professeurs ou agents de santé (dans la communauté), et les autres activités salariales sont liées aux associations, syndicats et coopératives locales, ainsi qu'à la gestion du bois. De plus, 20% des foyers familiaux perçoivent une retraite (variant de 400 à 800 R$[6]), et 40% une *bolsa família* d'environ 100 R$.

6. *Evaluer les conséquences de la/les expérience(s) de développement durable développée(s) sur le site considéré sur le plan social. Y a-t-il une amélioration de l'interaction sociale entre les personnes qui participent au projet ? une promotion de leurs revendications politiques ou sociales ?*

Sur le plan social, l'organisation de la communauté préexiste aux initiatives de développement durable puisqu'elle trouve sa source dans l'action des STR et de Chico Mendes et dans la mobilisation contre l'entrée des *fazendeiros* dans la région. Cela étant, les différentes initiatives de développement durable ont influencé cette organisation.

En premier lieu, l'association des habitants du Cachoeira (APAE-CM) a été formalisée lors de la création du PAE. Elle devient alors un interlocuteur officiel des autorités. Elle a été pendant longtemps dirigée par des parents et compagnons de Chico Mendes, et on peut dire que ceux-ci continuent d'y jouer les premiers rôles.

Ensuite, de nombreux leaders ou des personnes-clés de l'organisation ont reçu des formations, leur donnant une capacité technique et administrative supérieures à celles que l'on trouve dans la plupart des associations amazoniennes. Si les capacités techniques ont souvent été mises à profit, provoquant parfois de nouvelles inégalités sociales, l'Association nous est apparue dans une phase difficile, la gestion de l'association ne semblant plus refléter beaucoup les efforts investis. Certains attribuent ce relâchement aux conséquences du succès et y voient une tendance, chez les membres de la communauté, à se reposer sur leurs lauriers…

Enfin, la concentration avant 2005 des initiatives de développement durable dans la partie la plus accessible du PAE a eu un effet *a contrario* sur l'organisation sociale, la création d'une deuxième association destinée à mieux représenter les intérêts des plus isolés. Ce

[6] Um Real valait environ 0,4 Euros au moment des enquêtes de terrain, en 2008.

faisant, l'unité politique du PAE a été minée, même si l'AMPPAE-CM demeure l'association la plus visible de l'extérieur et n'a pas perdu sa légitimité aux yeux des pouvoirs publics.

On peut dire que dans le PAE Chico Mendes, ce n'est pas la promotion du développement durable qui a permis la promotion politique de la communauté, mais bien l'inverse. C'est par leur image et par l'importance prise par la référence à Chico Mendes que la communauté a pu attirer des initiatives de promotion du développement durable. De ce fait, même si celles-ci ont une influence sur l'organisation de la communauté, les questions politiques locales demeurent prépondérantes dans l'explication de la situation actuelle.

7. *Quelle est la perception des populations impliquées de la notion de développement durable ? S'agit-il d'une conception imposée depuis l'extérieur ou bien d'une redéfinition locale de la notion ?*

La plupart des familles ont quelques idées sur le développement durable. Cependant on note une faible appropriation du concept et beaucoup de réponses du type « j'ai déjà entendu parler mais je ne me souviens plus », ou « je sais mais je ne sais pas expliquer ». En effet, pour beaucoup le développement durable est imposé de l'extérieur par les divers porteurs de projets, qui se confondent et s'entremêlent dans le quotidien du *seringueiro*. Le DD devient ainsi un mélange d'activités, faire de la pisciculture, du miel, de l'*açai*, de la gestion du bois, être certifié, avoir de la *noix du Brésil* et du latex, recevoir de l'argent pour pas déboiser…Et bien souvent la conclusion est « le DD ça a l'air bien, mais on l'attend toujours », « beaucoup de promesses et de projets, mais jamais rien n'arrive »…

Les plus politisés reprennent souvent des idées plus globales, comme la nécessité de préserver la forêt, car ainsi ils préservent la couche d'ozone, l'eau, etc. pour le reste du monde. Dans ces discours, la communauté est souvent valorisée et placée au centre du DD, comme étant consciente et responsable de son importance pour l'eau et le climat mondial. Ces discours dérivent souvent sur la nécessité d'une compensation économique mondiale pour le *seringueiro*, rejoignant l'idée de plus en plus développée en Amazonie d'un paiement pour les services environnementaux de la forêt. Mais dans la grande majorité des cas, les informateurs soulignent que pour eux le fondement du DD c'est « *sustentar a familia*[7] », et donc « vendre notre produit pour un bon prix et être payé *cash* ».

Dans ce mélange de références au DD, le bois certifié ressort très souvent, et sa qualification est très bien résumé par ce propos « *le DD c'est cette histoire de bois certifié dont ils parlent toujours. Mais je vais te le dire moi, ça, ce n'est pas durable, on voit seulement le bois partir, partir, et on ne reçoit jamais rien. Comment je peux nourrir ma famille dans ces conditions ? Non, réellement ce n'est pas durable* ».

Au sein des discours des informateurs sur le DD, on trouve également souvent une allusion aux enfants et à l'importance de leur offrir un meilleur futur, caractérisé selon leur vision : « laisser des *seringueiras* et *castanheiras* aux enfants ».

8. *Quels sont les points forts de la/les expérience(s) de développement durable analysée(s) ?*

Un certain nombre des points forts du PAE Cachoeira ne sont pas issus des projets de développement durable qui y ont été implantés. C'est notamment le cas de la force de l'organisation politique ou à celle de la conscience écologique, qui sont particulièrement notables sur place. Mais d'autres points forts sont indéniablement le résultat des initiatives mises en place. On notera en premier lieu l'amélioration du niveau de vie des habitants du

[7] Nourrir la famille, um jeu de mots (sans doute involontaire) entre « sustentável » (durable) et « sustentar » (nourrir, comme dans « se sustenter »)

PAE et un meilleur accès à la scolarisation. En parallèle, on note une importante présence des jeunes au sein du PAE, alors qu'il est commun de constater un exode des jeunes dans les zones peuplées par des « populations traditionnelles ». La facilité des accès à la ville (qui permettent de profiter de ses attraits sans avoir à y résider) et l'offre scolaire de haut niveau dans le PAE (avec la possibilité d'y effectuer tout son cycle d'enseignement secondaire) semblent expliquer, au moins en partie, ce fait. En parallèle, la revalorisation récente des activités extractivistes donne une perspective peut-être plus intéressante sur le plan matériel que celles qu'ils pourraient trouver en ville.

Parmi les autres résultats positifs, on doit noter la préservation environnementale. Si la déforestation est quelque peu présente dans les limites du PAE, elle y est en effet considérablement moindre que dans les zones immédiatement avoisinantes, dans lesquelles tant les *fazendeiros* que les petits propriétaires ont massivement opté pour l'élevage bovin comme première activité économique.

9. *Quels sont les points faibles de la/les expérience(s) de développement durable analysée(s) ?*

Les points faibles du PAE Chico Mendes sont un certain nombre de questions qui se poseront sur le long terme. En premier lieu, la solidité du modèle économique proposé. Celui-ci reste encore largement dépendant de la fluctuation du prix des produits extractivistes, notamment la noix du Brésil ou le latex. Par ailleurs, l'organisation de l'exploitation forestière n'a pas encore fait la preuve de sa capacité à représenter une source de revenus importante et durable.

Des hypothèques existent également sur le plan écologique. En fonction de l'intensité des opérations, dont on a vu que le contrôle était problématique, la capacité de la forêt à se régénérer peut être plus ou moins importante. Et même si les règles en vigueur sont respectées, l'accomplissement d'un cycle de coupe entier paraît difficile : la rotation des parcelles est ainsi prévue sur l'ensemble des *colocações* alors que celles-ci comprennent de nombreuses zones (zones inondées, vallées de petits cours d'eau, etc.) qui seront sans doute peu exploitables. Enfin, à supposer qu'un cycle de coupe entier puisse se dérouler, quelle sera la capacité productive de la forêt pour un second cycle ? La régénération naturelle aura-t-elle eu le temps de fournir des individus aussi intéressants sur le plan commercial ?

En regardant à un horizon plus proche, les points faibles des expériences menées autour du PAE Chico Mendes semblent plus liées à l'importance des subventions directes et indirectes dans les activités proposées. Sans un support massif, la filière du bois certifié ne sera pas rentable à court terme (et la gestion communautaire non-certifiée ne semble pas assurée non plus). De même le prix du latex dépend-il à la fois de la subvention sur les cours et du succès de l'usine NATEX… Enfin, nombreux sont les habitants du PAE qui sont directement employés par les projets de développement.